

Macron, Grandjean & Cie **NON à la casse des lycées professionnels !**

Le 8 novembre 2022, Carole Grandjean, sinistre déléguée chargée de l'enseignement et de la formation professionnels, était invitée dans « Le Temps du débat », une émission de France Culture. L'occasion pour elle de rappeler un objectif pour les jeunes de la filière professionnelle : « s'ajuster au monde économique ». Ca fleure bon la France d'en haut, celle d'une élite qui, pour s'enrichir, n'hésite pas à grever l'avenir d'une partie de la jeunesse.

Avec la réforme Macron de la voie professionnelle, on fait un véritable bond en arrière. On a des images qui nous reviennent en tête, celles d'une autre époque, où l'on voyait des adolescent.e.s travailler dans les usines, dans les champs, alors que leur place était à l'école. Nous exagérons ? Malheureusement, non ! Désormais, dès la 5^{ème}, des enfants se retrouveront dans le monde de l'entreprise, à la recherche de leur « avenir professionnel ». A 15 ans, ils seront en stage dans des entreprises privées, pour le plus grand bonheur des employeurs qui pourront même gratifier ces jeunes d'une obole.

Par ailleurs, le doublement de la période de stage annoncé nous inquiète. Allons-nous accepter de surexposer nos jeunes aux dangers bien réels de l'entreprise ? Faut-il rappeler à nos « bons maîtres », Macron et consorts, que les situations de travail de la filière professionnelle sont éprouvantes pour les jeunes, tant d'un point de vue physique que psychique ? Port de charges lourdes, manipulation de produits toxiques, temps de trajets longs, horaires excessifs, immersion dans un monde d'adultes... Voilà ce que Macron et son entourage promettent à une partie de notre jeunesse. Pour nous, le temps de l'adolescence, c'est le temps de la construction, du développement, de l'acquisition de connaissances à même de forger un esprit critique et citoyen. Ces jeunes sont notre avenir et notre richesse. Les voir « trimer » dans des stages qu'ils n'ont pas choisis, exposés à des dangers, cela est totalement inconcevable et inacceptable.

Alors, à qui profite le « crime » ? A une élite, celle qui possède et s'enrichit encore et toujours, même en période de crise. Macron, serviteur zélé des nanti.e.s, déconstruit méthodiquement les missions de l'État, parmi lesquelles celles du service public d'éducation. Les chefs d'entreprises vont pouvoir puiser dans le vivier d'une main d'oeuvre « taillable et corvéable » à merci, laquelle ne sera pas rémunérée (on vous laisse imaginer les profits qu'ils vont réaliser). Dans le même temps, cela permettra à nos gouvernants de continuer à démolir le service public, en fermant des lycées professionnels (déjà annoncé à l'Education nationale). En outre, cette réforme ouvre grand les portes de nos établissements et accentue encore l'ingérence du privé sur nos formations. Enfin, cela permet à nos ennemi.e.s de classe de supprimer, transférer, reconvertir des milliers de postes d'enseignant.e.s de l'enseignement professionnel.

Face à cette politique ultra-libérale, qui fait planer une véritable menace sur nos élèves, leurs familles et la communauté éducative, nous réclamons :

le maintien des enfants dans l'école ; plus de moyens pour travailler dans des conditions à la hauteur des enjeux, ceux de l'éducation de nos jeunes ; une gestion des établissements par les personnels et les usagers, indépendante des puissances de l'argent ; des postes, des salaires et des avancements garantis et attractifs au sein de la fonction publique d'Etat.

Pour toutes ces raisons, **jeudi 17 novembre 2022,**
toutes et tous en grève !